

CHRONIQUE

de la Semaine

Hebdomadaire d'informations générales, d'analyses et de publicité

FAIT DIVERS

UNE MÉCHANCÉTÉ INOUIË

P.4

Libre Opinion

Entre journalisme et crétinisme...

P.7

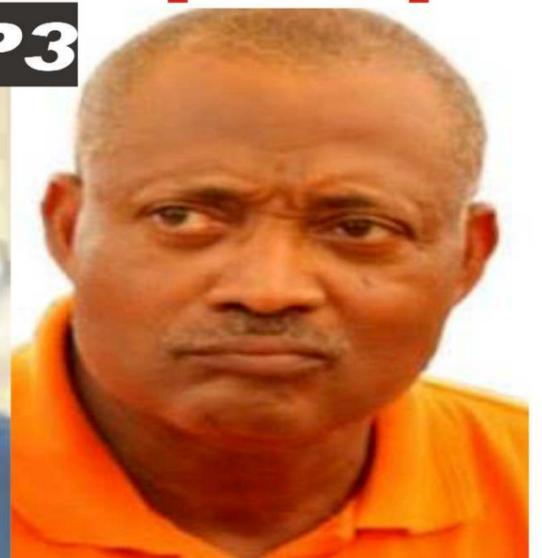
Récupération politique des événements douloureux de Mango :

Le CAP2015 organise une marche le 21 novembre pour se faire une santé politique

Abass Kaboua dénonce la manipulation malsaine de Jean-Pierre Fabre



P.3



Abass Kaboua (MRC)

Jean-Pierre Fabre (CAP2015)

Evénements dramatiques de Mango :

La CNDH veut

P.3

panser les plaies



Alilou Sam-dja Cissé, pdt de la CNDH

Mise en œuvre des accords de l'OMD:

Un Atelier régional de Facilitation des échanges se tient à Lomé depuis mardi



Adédjé Kodzo, Commissaire des Douanes

Un atelier régional sur la facilitation des échanges réunit depuis le 17 novembre à Lomé une trentaine de pays venus d'Afrique, d'Asie et d'Europe. L'ouverture de cet atelier a été présidée par le ministre délégué chargé du Budget Yaya Sani en présence du Commissaire général de l'Office Togolais des Recettes (OTR), Henry Gapery... **Suite à la page 2**



Feu Agba Esso-Wédéo

Le Secrétaire général Adjoint de la ZACOP, Agba Esso-Wédéo, n'est plus

P.6

2ème tour des éliminatoires Mondial Russie 2018 /

L'Ouganda sort le Togo (0-1 et 3-0):

P.6

Fin de course pour les Eperviers du Togo ; l'heure du bilan

Première semaine mondiale sur les antibiotiques :**Adopter les bonnes pratiques pour éviter la résistance aux médicaments**

Le monde entier commémore du 16 au 22 novembre 2015 la première semaine mondiale pour un bon usage des antibiotiques. Il s'agit d'une campagne dont le but est de mieux faire connaître le phénomène de résistance aux antibiotiques et d'encourager le grand public, les personnels de santé et les décideurs à adopter les meilleures pratiques afin d'éviter que la résistance aux antibiotiques ne continue à se propager.

Bien qu'elle inquiète les cliniciens et les scientifiques depuis des décennies, et même si des progrès ont été enregistrés ces dernières années, la résistance aux antimicrobiens est devenue l'une des plus graves menaces des temps modernes pour la santé mondiale. Selon l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), la résistance aux

antibiotiques atteint des niveaux dangereusement élevés partout dans le monde. Mais seul un quart des pays environ est doté de plans nationaux pour combattre la résistance aux médicaments antimicrobiens tels que les antibiotiques.

De 2013 à 2014, l'OMS a entrepris une analyse initiale de la situation dans les pays, afin de déterminer dans quelle mesure des pratiques efficaces et des structures ont été mises en place pour lutter contre la résistance aux antimicrobiens, ainsi que les lacunes subsistantes. Une enquête a été menée dans des pays des six Régions de l'OMS à l'issue de laquelle un rapport complet des résultats a été présenté ainsi qu'une analyse de la situation.

L'OMS donne l'alerte sur le fait que le monde risque de sombrer dans une ère post-antibiotiques et pour Keiji Fukuda, sous-directeur



Des antibiotiques

général de l'OMS pour la sécurité sanitaire, "le moment est venu de prendre des mesures énergiques".

Les antibiotiques sont depuis longtemps considérés comme l'un des plus grands progrès médicaux du XXe siècle. Ils ont transformé le cours des choses pour le bien de la santé humaine. En permettant la

guérison de plusieurs infections graves, ces médicaments ont sauvé d'innombrables vies, y compris celles de patients atteints du cancer ou du diabète ou subissant des interventions chirurgicales, particulièrement vulnérables face aux infections.

Les antibiotiques sont désor-

mais si répandus que les médecins comme les patients considèrent qu'il s'agit-là d'un acquis. Souvent, ils sont employés à mauvais escient. Malheureusement, cela a eu comme effet d'accélérer l'apparition de la résistance.

Les bactéries et les autres micro-organismes acquièrent naturellement une résistance aux médicaments employés pour les traiter. L'usage des antibiotiques, que ce soit à bon ou à mauvais escient, a accéléré le développement de la résistance à ces médicaments, ce qui a débouché sur la situation actuelle, caractérisée par des nouveaux records d'antibiorésistance. Une situation qui peut être résolue en partie par la sensibilisation sur l'abandon de l'automédication, un phénomène qui est en vogue dans les pays en voie de développement.

Pierre AGBANDA

L'AIDSH offre des vivres à la population du village de Boko dans dans la préfecture de VO

Dans le cadre du projet d'assistance humanitaire dans le canton de VO-Koutimé, la jeune Association Islamique pour le Développement Social et Humain (AIDSH) a procédé hier mercredi 18 novembre à une remise de vivres aux populations du village de BOKO dans la préfecture de Vo.



Vue partielle des bénéficiaires

Ce geste qui est une initiative des jeunes cadres musulmans du Togo et de la diaspora vise à venir un temps soit peu en aide aux populations de la localité.

Selon le président de l'AIDSH, l'imam DAMEROGO Issa, ce geste vient en appui aux efforts du gouvernement dans sa politique de développement et d'amélioration des conditions de

vie des populations surtout les plus démunies. Le choix de la localité de Boko pour lui est né de la symbiose et de l'harmonie dans laquelle vit cette population multiethnique et d'obédiences religieuses diverses. " Elles ont

non seulement compris mais aussi appliquer les valeurs fondamentales de l'Islam. Ce geste vient témoigner notre reconnaissance et notre exhortation à la population de Boko à perpétuer ces valeurs afin que notre pays

ne puisse jamais connaître de conflits socioculturels et religieux comme ce qui se passe ailleurs ", a laissé entendre le président de l'AIDSH.

Le chef du village de Boko Sowa-Ameganvi 2 pour sa part s'est réjoui de cette initiative entreprise par l'association en faveur des populations de sa localité. Il a remercié les donateurs pour leur geste et a souhaité que de telles initiatives se multiplient.

Le préfet de VO M. Leguede Kokou, à rappelé que l'association n'est pas à son premier geste dans la préfecture. Il a fait savoir que l'association donatrice a déjà réalisé une centaine de puits en vue d'approvisionner les zones les plus reculées en eau potable sur toutes l'étendue

du territoire, y compris dans le canton de Vo-Koutimé dans la préfecture de Vo.

L'AIDSH est une association qui prône les valeurs fondamentales de l'Islam telles que l'amour du prochain, la fraternité, la compréhension mutuelle et la solidarité. Créée il y a mois d'un an, cette association a déjà apporté son soutien aux musulmans lors du jeûne du mois de ramadan, appuyé en fourniture scolaires des élèves démunis et surtout réalisé plus d'une centaine de puits à travers le pays.

Au total 250 sacs de riz, 200 litres d'huiles et 400 pains de savons et de sachet de détergents ont été distribués à la population de Boko. Le coût total de cet don est estimé à trois(3) millions de FCFA.

Espoir

Mise en œuvre des accords de l'OMD:**Un Atelier régional de Facilitation des échanges se tient à Lomé depuis mardi**

Un atelier régional sur la facilitation des échanges réunit depuis le 17 novembre à Lomé une trentaine de pays venus d'Afrique, d'Asie et d'Europe. L'ouverture de cet atelier a été présidée par le ministre délégué chargé du Budget Yaya Sani en présence du Commissaire général de l'Office Togolais des Recettes (OTR), Henry Gapery.

Placé sous le thème, " Les initiatives stratégiques en matière de facilitation des échanges", cet Atelier de trois jours initié par l'Organisation Mondiale des Douanes (OMD) permet de rapprocher les administrations douanières afin que ces dernières échange sur les bonnes pratiques en matière de facilitation des échanges et d'harmoniser leur point de vue sur les différentes

thématiques.

Selon le ministre délégué chargé du budget, Il est de bon ton que le Togo demeure résolument engagé sur la voie de la facilitation des flux commerciaux entre Etats car il s'agit d'un enjeu crucial pour leurs économies. " La réduction du coût et du temps des opérations d'exportation et d'importation commerciales et leur sécurisation auront des incidences positives sur nos économies nationales ", a-t-il laissé entendre. Pour lui, la facilitation sera également un moteur d'intégration commerciale réussie grâce à l'application des outils de l'OMD et de l'OMC en matière de facilitation des échanges. " Ceci doit interpeller les Etats qui doivent tenir compte de la nécessité actuelle de faciliter le commerce et d'assister les entreprises dans leurs activités en éla-

borant une réglementation adaptée aux nouvelles pratiques du commerce international ", a ajouté le ministre.

Pour le commissaire des Douanes et taxes indirect M. Kodjo Adedje, il s'agit de prendre des mesures pour la mise en œuvre des accords de l'OMD. Selon lui, le Togo, bien avant cet atelier, a eu à prendre un certain nombre de dispositions pour se préparer à la mise en œuvre des mesures pertinentes de cet accord. " L'adoption en 2014 du nouveau code des douanes internalise un certain nombre de pratique pour être en phase avec les instruments clés de facilitation des échanges. Depuis 2014 le Togo a déposé à l'OMD les instruments de ratification de la convention de Kyoto révisée qui nous parait l'instrument important en matière de ratification ", a-t-il

précisé.

Il s'agira donc après cet atelier d'établir les normes qui assurent la facilitation et la sécurité de la chaîne logistique à l'échelle mondiale, de rendre possible une gestion intégrée de la chaîne logistique pour tout mode de transport, de renforcer la coopération Douane-entreprises et de puis promouvoir la circulation des marchandises le long de chaînes logistiques internationales sécurisées.

Rappelons qu'après avoir déposé ces instruments de ratification de la Convention de Kyoto Révisée(CKR) le 28 juin 2014 à l'OMD, le Togo vient encore de ratifier, le 1er octobre 2015, les accords de l'Organisation Mondiale du Commerce sur la facilitation des échanges. Cet atelier prend fin aujourd'hui.

Espoir

CHRONIQUE
de la Semaine

63 Rue Bekpo, Tokoin Ouest
Récépissé n°0338/05/03/08
15 BP : 82 Lomé - Togo
Tél: 23 20 92 75 / 90 01 21 69

Directeur de la Publication

ALIZIOU ESSODINA
90 01 21 69

REDACTION

Carole AGHEY
A. KAPO
B. Talom.
Jean-Pierre B.
Espoir D.

Imprimerie St Louis
Tirage : 2000 ex.

Récupération politique des événements douloureux de Mango :

Le CAP2015 organise une marche le 21 novembre pour se faire une santé politique

Abass Kaboua dénonce la manipulation malsaine de Jean-Pierre Fabre

" Le malheur des uns fait le bonheur des autres ". Cet adage répond bien à la marche que veut organiser le CAP2015 à Lomé le 21 novembre prochain. En effet, après les événements douloureux survenus à Mango, le CAP2015 qui est en hibernation depuis sa débâcle à l'élection présidentielle de 2015, semble trouver l'opportunité pour se faire une santé politique.

Alors que les Togolais sous le choc attendent les résultats des enquêtes pour déterminer les circonstances dans lesquelles ces manifestations violentes ont causé la mort de cinq personnes et pour identifier et punir les éventuels coupables, le parti de Jean-Pierre Fabre et ses affidés regroupés au sein du CAP2015 ont trouvé l'occasion de se faire entendre en organisant une marche pour, disent-ils, soutenir la population.

Dans un communiqué rendu public le 17 novembre, les responsables du CAP 2015 " invitent toutes les forces vives de la Nation à prendre massivement part à la Grande marche pacifique suivie d'un meeting qu'ils organisent à Lomé, le samedi 21 Novembre 2015, à partir de 08h00, pour exprimer aux populations de l'OTI meurtries, la compassion et la solidarité du Peuple Togolais ". Cette invite sonne comme l'occasion qu'attendait le CAP2015 pour faire sa rentrée politique.

Après le scrutin du 25 avril dernier où le candidat du CAP2015, Jean-Pierre Fabre, a mordu la poussière, les responsables de cette coalition ont tenté certaines actions qui n'ont rien donné notamment les marches des 27, 28, 29 mai boudée par les militants, la publication d'un mémorandum dénonçant des fraudes imaginaires et qui est passé inaperçu ainsi que le 5ème anniversaire de la création de l'ANC qui a été un non événement.

Toutes ces actions n'ont rien donné car les militants non seulement sont fatigués d'écouter le même discours mais aussi ils commencent par comprendre que leurs dirigeants sont à court de stratégies politiques pour leur apporter la victoire. On en était là lorsque le problème de délimitation de l'aire protégée a dégénéré à Mango avec à la clé cinq morts.



Jean-Pierre Fabre (CAP2015)



Abass Kaboua (MRC)

Au lieu de compatir avec la population en priant pour le repos de l'âme des victimes et pour la manifestation de la vérité afin que les auteurs de violences soient punis, le CAP2015, à court d'idées et de stratégies, annonce urbi et orbi une marche pour samedi, certainement dans le but de prendre le pouls de la situation et de voir si les militants peuvent cette fois-ci répondre à son mot d'ordre.

La population de Mango a-t-elle besoin d'une marche actuellement ? Le hic, c'est que cette population est même méprisée par le CAP2015, car lors du scrutin du 25 avril dernier, les acolytes de Jean-Pierre Fabre ont annoncé sa

victoire en excluant le vote des électeurs de Mango. L'on se souvient, en effet, que le premier vice-président de l'ANC avait proclamé les résultats des compilations de ce parti en excluant le vote de 16 CELI (Commission Electorale Locale Indépendante) dont celle de Mango. En clair, pour le CAP2015, les électeurs de Mango n'existent pas.

Face à ce cynisme du CAP2015, le président du MRC, Abass Kaboua, très consterné, est monté au créneau en publiant un communiqué.

Dans ce communiqué, Abass Kaboua dénonce la récupération malsaine de la situation à Mango par les

responsables de cette coalition qui " après avoir rejeté les voix des électeurs de toutes les CELI du nord, y compris bien sûr celle de Mango pour cause de contestation lors de la dernière élection présidentielle, tentent contre vents et marées d'intoxiquer les populations. Ce n'est ni plus ni moins que de la récupération malsaine ".

Evidemment le président du MRC a raison car rejeter le vote d'une population au cours d'une élection, c'est faire preuve d'un mépris envers elle. L'attitude du CAP2015 qui attend de voir les fils de Mango tomber avant de compatir à leur situation, n'est que pur cynisme.

M. Ouattara Fousséni, un

fils de Mango résidant à Lomé, est catégorique : " Je ne participerai jamais à cette marche du CAP2015 car dans notre tradition, lorsqu'on est en deuil, on ne manifeste pas bruyamment sur les routes. Je suis en colère contre ce qui s'est passé chez moi à Mango, mais j'attends le résultat de l'enquête que le ministre de la Sécurité a annoncée pour comprendre les circonstances dans lesquelles le drame est survenu. Nous sommes nombreux à rejeter la marche du CAP2015 et nous ne comptons pas prendre part à cette récupération politique ".

En tout cas, le président du MRC, Abass Kaboua, s'interroge dans son communiqué : " Peut-être, veulent-ils voir étendre l'hécatombe sur le pays entier et faire de nouveaux cadavres ? Sinon, quel est l'intérêt du peuple quand le CAP 2015 se déploie à corps et à cris pour récupérer l'événement ? "

Evidemment l'on peut donner raison à Kaboua, car la promptitude du CAP2015 à organiser des marches laisse à penser que Jean-Pierre Fabre et ses affidés attendaient la mort des Togolais pour relancer leurs manifestations. Quelle méchanceté !

Aliziu Dominique

Evénements dramatiques de Mango :

La CNDH veut panser les plaies

Près de deux semaines après les événements dramatiques de Mango qui ont fait quelques cinq morts et plusieurs blessés, la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH) vient de séjourner pendant 72 heures dans la région. L'objectif est de rencontrer les familles des victimes et d'échanger avec les populations.

Des manifestations violentes avaient éclaté les 06 et 07 novembre derniers à Mango (520km au nord de Lomé), faisant cinq morts et plusieurs blessés dans les rangs des manifestants.

A l'origine de ce mouvement d'humeur, un projet de réhabilitation des aires protégées non seulement du Togo, mais aussi du Ghana, du Bénin et du Burkina Faso, initié par le Fonds pour l'Environnement



Alilou Sam-dja Cissé, pdt de la CNDH

Mondial (FEM) et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), et auquel les populations rechignent à adhérer. Ce projet devrait à terme permettre de délimiter et borner les espaces réservés à la faune et à la flore afin de préserver l'écosystème nécessaire pour la survie des espèces animales et végétales, une sorte de site anima-

lier d'attraction. Mais les populations qui ont payé dans un passé récent un lourd tribut, ne voudraient pas d'un tel projet qui leur rappelle les vieux démons. Ce qui les a poussées dans les rues pour protester contre ledit projet.

Après l'intervention du chef de l'Etat qui a ordonné la suspension de ce projet et l'ouverture d'un dialogue direct

avec les populations concernées, il règne un calme précaire dans la région. C'est justement le moment choisi par la CNDH pour rendre visite aux familles des victimes et échanger avec les populations. Il s'agit d'une démarche pour " calmer les esprits et écouter ce que la population a à dire ", selon le président de la CNDH, Alilou Sam-Dja Cissé.

" Nous avons estimé nécessaire de venir à Mango après les événements qui sont survenus pour calmer les esprits et pour écouter ce que la population a à dire. Cela nous permettra d'avoir une idée précise de la situation et nous facilitera la recherche de solutions au niveau gouvernemental ", a indiqué M. Cissé.

Vivement qu'un terrain d'entente soit trouvé afin que la sérénité revienne dans la région.

JPB

Administration publique en journées portes ouvertes : Rapprocher les services publics des administrés

Dans le cadre du programme de réforme et de modernisation de l'administration publique, le ministère de la Fonction publique organise depuis mardi dernier des journées portes ouvertes, placées sous le thème placé intitulé : " Le rôle des services publics dans l'autonomisation des femmes, l'innovation et la prestation de services finalement accessibles ". L'objectif pour les organisateurs est de rapprocher les services publics des administrés, notamment permettre aux populations de s'informer sur les procédures et les formalités administratives pour l'obtention de certains documents administratifs.

Ouvertes mardi par le ministre de la Fonction publique,



Gilbert Bawara, ministre de la Fonction publique

Gilbert Bawara qui avait à ses côtés ses collègues de la Sécurité, Yark Damehame, et de la Justice, Pius Agbétomey, ces journées portes ouvertes qui s'achèvent fin décembre, sont une occasion de ramener les servi-

ces publics aux usagers afin de les informer sur l'éventail des prestations auxquelles ils ont droit.

Il s'agira de faire établir dans un temps record, des passeports et cartes d'identité par le minis-

tère de la Protection civile ; des casiers judiciaires, des jugements supplétifs et des certificats de nationalité par le ministère de la Justice, ceci afin de battre en brèche les accusations de lenteur et de lourdeur dont fait objet l'administration togolaise, a souligné le directeur général de la Fonction publique, Komlan Messan Awuno.

Pour le ministre de la Fonction publique, Gilbert Bawara, ces journées portes ouvertes devraient servir à " recueillir les différents avis, observations et propositions afin de motiver l'administration et améliorer la qualité des services

publics au Togo ". Le ministre se dit " convaincu que c'est dans le dialogue, la concertation et l'ouverture et dans un grand esprit de responsabilité " que les Togolais bâtiront une administration et des services publics " modernes, performants de proximité, de meilleure qualité et plus accessibles ".

Vivement que ces journées portes ouvertes puissent aider à corriger un tant soit peu tous les reproches (lourdeur administrative, clientélisme, favoritisme, dilettantisme, népotisme et corruption) faits à l'administration togolaise.

JPB

Conférence mondiale sur la sécurité routière : Les pays les plus pauvres ont besoin de financements et de coordination, selon la Banque Mondiale

La sécurité routière est l'une des préoccupations de l'heure à la Banque Mondiale. A la veille de la seconde conférence mondiale de haut niveau consacrée à la question qui s'est tenue du 18 au 19 novembre derniers à Brasilia, le groupe de la Banque mondiale a assuré qu'il est possible d'améliorer considérablement la situation dans les pays en développement à condition d'y déployer des interventions éprouvées et d'accroître à cette fin les financements et la coordination.

Selon le dernier rapport disponible sur les chiffres de la sécurité routière dans le monde, le bilan reste inacceptable. Les accidents de la circulation font en effet chaque année 1,25 million de morts et 50 millions de blessés. Ils tuent plus que le paludisme ou la tuberculose ; à ce rythme, le nombre de décès sur les routes pourrait, d'ici 2020, dépasser celui des morts dues au VIH-sida.

Les accidents de la circulation sont la première cause de mortalité chez les 15-29 ans. On estime qu'ils amputent de 3 à 5 % le PIB des pays à revenu faible ou intermédiaire, avec une incidence souvent plus forte sur les plus pauvres. Depuis 2010, le nombre de morts sur les routes est en moyenne plus élevé dans les pays à faible revenu que dans ceux à revenu intermédiaire. En 2013, l'Afrique reste la région qui accuse les taux de mortalité routière les plus élevés du monde (+ 52 % par rapport à la moyenne mondiale). Toutes les autres régions ont affiché un recul de ces taux en 2013, la dernière année pour laquelle des données sont disponibles. Au Togo, selon les sources du ministère en charge de la sécurité, il y a eu plus d'accidents en 2014 qu'en 2013. De janvier à novembre 2014, on dénombre 4943 accidents contre 4295 en 2013. Sur ces 4943, il y a eu cinq cent vingt-quatre (524) morts et 1338 blessés.

Consciente de l'ampleur des conséquences de ces accidents, la



Mme B. Joël, représentante résidente de la BM au Togo

délégation du Groupe de la Banque mondiale conduite par Bertrand Badré, directeur général de la Banque, et Pierre Guislain, directeur du pôle Transports, s'est entretenue avec les représentants des pays clients, les partenaires et les donateurs afin de réfléchir aux meilleurs moyens d'amplifier les interventions, les financements et les résultats au profit des pays les plus pauvres.

"Les pouvoirs publics comme le secteur privé doivent redoubler d'efforts pour atteindre l'objectif ambitieux que s'est fixé la communauté internationale à l'horizon 2020, à savoir réduire de moitié le nombre de décès dus à des accidents de la circulation ", a indiqué Bertrand Badré. " Après avoir stabilisé le nombre de morts sur la route, nous devons à présent le faire baisser drastiquement, ce qui passe par un engagement accru, une action de plus grande ampleur et des financements dédiés", a-t-il ajouté.

Ces dix dernières années, le Fonds mondial pour la sécurité routière (GRSF), créé sous l'égide de la Banque mondiale, a promu une mutualisation des savoirs mondiaux ainsi que la réalisation d'interventions multisectorielles, avec le soutien du Royaume-Uni, de Bloomberg Philanthropies et de la Fondation de la FIA (Fédération internationale de l'automobile). Tous les projets de la Banque mondiale entrepris dans le secteur routier comprennent désormais un volet sécurité, tandis que le volume de ses prêts axés sur la sécurité routière est passé de 56 millions de dollars sur l'exercice 2006 à 239

millions en 2015, soit un bond de 300 %.

Aujourd'hui, le GRSF cherche à accroître le nombre de ses bailleurs de fonds afin de renforcer son action à l'échelle mondiale. Il appuie actuellement 44 projets dans 26 pays et se consacre aux domaines suivants : sécurité des routes et des infrastructures, capacités institutionnelles, législation, contrôle et sanctions, sensibilisation des automobilistes et des piétons au changement de comportement, amélioration de la sécurité des véhicules et plan d'action en cas d'accident de la circulation. Grâce aux fonds et à l'assistance technique apportés par le GRSF, les pays parviennent à obtenir des résultats importants.

L'identification d'environ 40 000 kilomètres de routes à haut risque dans 13 pays pourrait permettre de sauver 280 000 vies et de réduire considérablement le nombre de blessés graves sur une période de 20 ans.

Une opération menée en Argentine a entraîné une baisse de 35 % des décès liés à la circulation tandis qu'un projet entrepris au Nigéria a réduit de 11 % le nombre de décès enregistrés sur les axes routiers concernés.

Des résultats qui montrent qu'une collaboration plus concrète avec les États, le secteur privé et les autres partenaires est en mesure d'accélérer les changements et de sauver des vies.

" Nous sommes déterminés à aider les pays à réduire de moitié le nombre de tués et de blessés sur les routes, et nous espérons vivement que de nouveaux partenaires pourront nous rejoindre au sein du Fonds mondial pour la sécurité routière ", a déclaré pour sa part Pierre Guislain, directeur principal du pôle d'expertise Transport et TIC de la Banque mondiale.

Pierre AGBANDA

Fait divers

UNE MECHANCETE INOUIE

La colère, dit-on ne donne pas de bons conseils. Un compatriote a massacré son chien pour rien avant de regretter n'avoir plus de gardien pour sécuriser ses biens.

Les faits remontent au vendredi 13 novembre courant. Les habitants de Fiovi, quartier périphérique Nord-Est d'Agoè avaient cru au départ à une attaque criminelle. Il a fallu des hommes courageux pour se rendre sur les lieux avant de se rendre compte qu'il s'agissait plutôt d'un règlement de compte. Même les occupants de la maison où loge Comla, l'auteur des faits, ont été pris de panique et se sont terrés dans leurs chambres de peur d'être hachés par les criminels.

Etant sorti pour aller rendre visite à un ami, Comla est rentré chez lui aux environs de 13 heures. Il voulait manger avant de ressortir rejoindre ses amis. Mais comble de malheur, il apprit avec amertume que Patience, son chien, avait forcé la porte de son salon et consommé le plat de pâte qui lui était réservé. Emporté par la colère, Comla s'était alors lancé à la recherche du pauvre chien partout dans la maison, sans le trouver.

Exacerbé, il ressortit pour aller rapporter les faits à son cousin, Richard, propriétaire légal de la bête. Celui-ci habite à environ un kilomètre de la " maison " de Comla. Arrivé chez son cousin, il était désagréablement surpris que les enfants de ce dernier, l'accueillent au portail de la maison avec une nouvelle triste. Son cousin était entre les mains de la police pour des faits qu'ils ignoraient. Ne comprenant plus rien de ce qui lui arrivait, il décida de se rendre au poste de police pour y voir clair.

En route, il entendit soudain derrière lui des cris appelant à sauver une personne en détresse. Il amorça le chemin inverse pour répondre à cet appel quand il glissa et tomba. Avec une douleur atroce à la cheville, il décida finalement de rentrer chez lui. A l'entrée de sa maison et plus précisément sous la guérite, il aperçut son " maudit " chien.

Alors que ce dernier passait sa queue noire sur son pied pour lui souhaiter la bienvenue, Comla était, lui, très remonté. Il réclama tout simplement un coupe-coupe avec lequel il massacra sauvagement et sans pitié l'animal.

Accusé par la foule, Comla a laissé comprendre que la bête avait franchi le Rubicon. Car selon lui, en bouffant son plat, il le privait de nourriture pour toute la journée. Pire, les lendemains étaient très sombres. Depuis qu'il a perdu son emploi et sa tendre épouse qui a trouvé mieux ailleurs, il éprouve beaucoup de difficultés à joindre les deux bouts.

Avant de quitter la foule, Comla dit en substance : " Mais Messieurs, ce n'est pas de ma faute, c'est ma main qui a frappé, mon enfance malheureuse, ma santé fragile, pas de travail, pas d'épouse, c'est la faute de la société...".

En France, l'homme aurait été interné dans un centre psychiatrique pour y être soigné. Dommage n'est-ce pas ?

B.TALOM

Le changement climatique, un risque d'aggravation de la pauvreté :**L'Afrique et l'Asie du Sud, les régions les plus menacées**

Plus de 100 millions d'êtres humains pourraient continuer d'échapper à la pauvreté grâce à un effort immédiat en faveur d'un développement respectueux du climat. C'est la conclusion d'un nouveau rapport du Groupe de la Banque Mondiale consacré à la gestion des effets du changement climatique sur la pauvreté et publié au début de ce mois, à quelques semaines de la conférence internationale de Paris sur le climat.



Pollution maritime

Le rapport indique que non seulement le changement climatique empêche déjà une partie de l'humanité d'échapper à la pauvreté, mais plus de 100 millions de personnes pourraient tomber sous le seuil de pauvreté à l'horizon 2030 sans la mise en œuvre d'un développement rapide et solidaire qui ne nuise pas au climat -accompagné de mesures de réduction des émissions à même de protéger les populations défavorisées.

Selon le rapport, les populations pauvres sont déjà très menacées par les chocs liés au climat : mauvaises récoltes dues à la diminution de la pluviosité, flambées des prix alimentaires provoquées par des phénomènes météorologiques extrêmes, accroissement de l'incidence

des maladies sous l'effet de vagues de chaleur et d'inondations, etc. Les auteurs du document soutiennent que ces chocs risquent de réduire à néant des progrès difficilement accomplis en causant des pertes irréversibles et en faisant retomber dans la pauvreté les personnes touchées, notamment en Afrique et en Asie du Sud.

" Ce rapport établit clairement qu'il ne sera pas possible de mettre fin à la pauvreté si nous ne prenons pas des mesures énergiques pour atténuer la menace que le changement climatique fait peser sur les pauvres et si nous ne réduisons pas massivement les émissions nuisibles ", a déclaré le président du Groupe de la Banque mondiale, Jim Yong Kim. Selon lui, "

ce sont les plus démunis qui sont le plus durement frappés par le changement climatique. Le défi auquel nous sommes maintenant confrontés consiste à éviter que le dérèglement du climat ne plonge dans l'extrême pauvreté des dizaines de millions d'êtres humains ".

D'après le rapport, les plus pauvres sont plus exposés que la population moyenne aux chocs climatiques tels que les inondations, les sécheresses et les vagues de chaleur. Ils perdent, en outre, une plus grande partie de leur patrimoine quand ils sont frappés par ces fléaux. Dans les 52 pays pour lesquels des données sont disponibles, 85 % de la population vivent dans des pays où les défavorisés sont plus exposés que la

moyenne aux sécheresses. Les plus démunis sont aussi les plus menacés par la hausse des températures et vivent dans des zones où la production alimentaire devrait diminuer en raison du dérèglement climatique.

Publié un mois avant l'ouverture des négociations internationales de Paris sur le climat, le rapport démontre que le combat contre la pauvreté et la lutte contre le changement climatique sont plus efficaces lorsqu'ils sont menés simultanément.

De l'avis des auteurs du rapport, une éventuelle augmentation de la pauvreté résultera avant tout de facteurs agricoles. Les études de modélisation indiquent que le changement climatique pourrait réduire, à l'échelle mondiale, les rendements de culture dans une proportion pouvant aller jusqu'à 5 % en 2030 et 30 % en 2080.

En Afrique, le changement climatique pourrait entraîner une hausse des prix des denrées alimentaires pouvant aller jusqu'à 12 % en 2030 et 70 % à l'horizon 2080 ; un coup très dur pour les pays où la consommation alimentaire des ménages les plus pauvres représente plus de 60 % des dépenses totales.

L'étude de la Banque mondiale, qui s'intéresse plus particulièrement aux aspects concernant l'agriculture, la santé et les

catastrophes naturelles, plaide en faveur d'actions- renforcement des systèmes de protection sociale, couverture santé universelle, etc.- capables d'accroître la résilience des populations pauvres, parallèlement à la mise en œuvre de mesures spécifiquement axées sur le climat pour faciliter l'adaptation au changement climatique : renforcement des dispositifs de protection contre les crues, systèmes d'alerte rapide, cultures résistantes aux aléas climatiques, etc.

Dans le même temps, l'étude recommande de lancer une offensive généralisée contre les émissions de gaz à effet de serre pour écarter la menace à long terme que le changement climatique fait peser sur la réduction de la pauvreté.

Et le rapport de préciser que le soutien de la communauté internationale sera essentiel à la mise en œuvre d'un grand nombre de ces mesures dans les pays pauvres, surtout en ce qui concerne les investissements présentant des coûts initiaux élevés -transports urbains ou infrastructures énergétiques résilientes, par exemple- auxquels il faut absolument procéder pour éviter de s'enfermer dans des scénarios à forte intensité en carbone.

Pierre AGBANDA

8ème édition de la Journée internationale de la tolérance :**GATH/International fait 30 ambassadeurs de la tolérance**

Dans le cadre de la célébration de la Journée Internationale de la Tolérance, chaque 16 novembre, l'association pour la promotion de la Tolérance et l'humanisme dans le monde, GATH/International a organisé, le 16 novembre dernier à Lomé, une cérémonie de présentation du message de circonstance doublée de la décoration de trente personnalités au titre d'ambassadeur de la tolérance.

Placée sous le thème : " Nous sommes tous témoins des mouvements sociaux contemporains

", cette 8ème édition de la journée internationale de la tolérance a été une occasion pour GATH/International d'appeler les uns et les autres à cultiver, partout où besoin est, les valeurs de tolérance et d'humanisme, pour un monde de paix et d'amour.

" Aujourd'hui, les actualités donnent raison à cette démarche des Nations Unies car nous sommes tous témoins des événements ou des souvenirs malheureux qui déchirent nos émotions ", a déclaré dans son message de circonstance le président de GATH/International, M. Efoé Adanou.



Relevant qu'au lieu de " choisir le bonheur pour nous-mêmes, malheureusement, notre vécu quotidien est plein du comportement contraire à la recherche du bonheur ", GATH/ International

souligne que nous devons nous engager à cultiver la tolérance et l'humanisme puisque au-delà de tout, " nous restons les maillons de la même chaîne ".

Soulignant que les " vagues sociales constituent les reflets de nos émotions passées et présentes ", GATH/International invite chacun à œuvrer dans nos pensées et dans nos comportements " à

construire une planète où règnent la tolérance et l'humanisme pour un " mieux vivre ensemble dans toutes communautés ".

Et pour ce faire, trente personnalités togolaises et étrangères (élèves, étudiants, commerçants, et hauts fonctionnaires de l'Etat) ont été faites " ambassadeur de la tolérance " avec pour mission de cultiver autour d'eux, les valeurs civiques et citoyennes de tolérance, d'humanisme et de respect, germes d'une paix durable pour une planète sans violence.

Cette démarche a été appréciée par le gouvernement via le ministère de la Communication, de la Culture, des Sports et de la Formation Civique qui invite les uns et les autres à " intensifier au sein de nos familles et communautés, notre engagement au dialogue et à la solidarité à l'égard d'autres peuples ".

Vivement que cette initiative de GATH/International contribue aux efforts déjà engagés par le gouvernement dans l'optique de l'émergence d'un " nouveau type de citoyen responsable et actif, imbu des valeurs civiques et citoyennes ".

JPB

Carole AGHEY

Les routes aux alentours de l'aéroport de Lomé auront désormais un nouveau look

Depuis quelques semaines déjà, le Groupe Nouvial (GN) s'attèle à la rénovation des routes longeant l'aéroport international Gnassingbé Eyadema de Lomé.

En effet, ce groupe est entrain de refaire les lignes et courbes de ces routes grâce à une nouvelle méthode de peinture appelée " marquage thermoplastique "

Cette technique a une particularité intéressante. Elle permet à la route de conserver ses lignes longtemps. " Nous vou-



Des techniciens de la route

lons donner à notre aéroport un nouveau visage car étant la première vitrine de notre pays", a précisé le directeur général de la société GN, M. Pierre Messa Aleke.

Pour lui, les marquages constituent un décor et une architecture d'un lieu. Mais très souvent, les lignes disparaissent juste après quelques mois d'exécution alors que ce n'est pas le cas dans d'autres pays. " C'est pourquoi nous avons proposé cette nouvelle technologie ", a-t-il ajouté.

" Cette méthode permet à la peinture d'être conservée intacte

", a expliqué le directeur commercial de GN, M. Cédric Tété Nouvi. Selon l'un des atouts de cette technique réside dans le fait est que les véhicules peuvent passer au fur et à mesure que l'application se fait. Par contre l'ancienne méthode fait dépenser et la peinture s'efface après trois à six mois. " Le second atout est que le marquage thermoplastique est très visible la nuit, même si la route n'est pas éclairée, grâce aux cristaux réfléchissants ", a laissé entendre M. Nouvi.

2ème tour des éliminatoires Mondial Russie 2018 / L'Ouganda sort le Togo (0-1 et 3-0): Fin de course pour les Eperviers du Togo ; l'heure du bilan

La campagne pour le mondial Russie 2018 est terminée pour les Eperviers du Togo. Ils se sont inclinés lourdement (0 but contre 3) dimanche dernier à Kampala, en Ouganda, dans le cadre du match retour du second tour des éliminatoires Mondial Russie 2018. Trois jours plutôt, à l'aller, les Eperviers avaient montré leur fébrilité en s'inclinant à domicile (0-1), ce qui donnait déjà des espoirs aux Cranes. Après les cadets, les juniors, les Eperviers seniors ratent une occasion de s'illustrer au plan planétaire, la faute à une organisation défaillante et des dirigeants inefficaces...

Ce que beaucoup redoutaient, s'est enfin produit : l'élimination des Eperviers du Togo de la course pour le Mondial 2018 en Russie. En s'inclinant lourdement zéro but contre trois face



Les Eperviers du Togo et leur staff technique

aux Cranes de l'Ouganda à Kampala, dimanche dernier, les Eperviers ont dit adieu à la suite de l'aventure qui devrait les conduire au Mondial russe en 2018. Désormais, la seule compétition, toutes catégories confondue, à laquelle les couleurs du Togo sont encore visibles, c'est bien les éliminatoires pour la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) 2017 où notre pays se retrouve miraculeuse-

ment en tête de poule devant la Tunisie, le Libéria et le Djibouti.

En attendant la suite de ces éliminatoires de la CAN 2017, l'on ne peut être que septique vu les préparatifs des Eperviers pour cette double confrontation que le pays vient de perdre face à une sélection moins lotie, l'Ouganda, 75ème au classement FIFA du mois d'octobre dernier. Comment comprendre que cette équipe ougandaise qui n'a

jamais marqué en quatre confrontations avec le Togo (toutes remportées par les Togolais), puisse inverser si facilement la donne?

La faute aux dirigeants du football togolais

L'échec du congrès extraordinaire de la Fédération togolaise de football (FTF) le 7 novembre dernier était, selon certains observateurs du football national, un signal fort envoyé aux acteurs de cette discipline sportive.

Cet échec mettait au grand jour le profond malaise du sport roi togolais laissé aux mains de personnalités de moralité douteuse et qui ne pensaient que pour leurs propres intérêts. La preuve, la signature du nouveau contrat avec Macron, un équipementier italien, et d'autres magouilles non encore révélées qui ont poussé récemment l'instance faitière internationale, la

FIFA, à bloquer les comptes de la FTF.

Egalement, les responsables des clubs et ligues de football sont à pointer du doigt car, c'est leur égoïsme et leur gloutonnerie qui ont conduit peu à peu le football dans ce labyrinthe où des hommes d'affaires se sont passés pour des "sauveurs" du football national...

Maintenant que tout ou presque est à refaire pour le football national, il faudrait beaucoup de perspicacité et d'ingéniosité aux autorités du pays pour remettre cette discipline sportive sur les rails et permettre aux pratiquants de ce sport de faire rêver tous les amoureux du football. Il urge pour les plus hautes autorités de prendre des mesures fermes pour ramener la sérénité dans la maison du ballon rond.

JPB

21ème Conférence des Parties (COP21):

La société civile togolaise se fait entendre

Un atelier d'information et de sensibilisation sur les grands enjeux et les attentes de la société civile francophone par rapport à la 21ème Conférence des Parties (COP21) a été organisée les 12 et 13 novembre derniers à Lomé à l'endroit d'une quarantaine d'acteurs nationaux issus de l'administration publique, de la société civile, des organisations de jeunes, du patronat et des médias. Initiée par l'ONG OPED (Organisation pour l'Environnement et le Développement Durable), cette rencontre de deux jours a permis aux acteurs nationaux de mieux mesurer l'ampleur des enjeux de cette conférence devant aboutir à un nouvel accord sur le climat.

La ville de Paris (France) accueillera du 30 novembre au 11 décembre 2015, la 21ème Conférence des Parties (COP21) à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) et la 11ème session de la réunion des Parties au Protocole de Kyoto.

Cette conférence devra marquer une étape décisive dans la négociation du futur accord international pour l'après-2020, en

adoptant ses grandes lignes comme convenu à Durban en 2011, avec comme principe que tous les pays - développés comme en développement - soient engagés par un accord universel contraignant sur le climat. Elle aura pour objectif principal de conclure un nouvel accord international sur le climat, applicable après 2020 à tous les pays en répondant au double défi de limitation globale du réchauffement en-deçà de 2°C



Paris accueil la COP21

et de lutte contre la pauvreté dans les pays les plus affectés par le phénomène.

A l'approche de cet important évènement, le Réseau international d'ONG francophones Climat et Développement (RC&D), ses associations membres du Sud comme du Nord partageant des liens forts (langues, préoccupations et objec-

tifs), souhaitent faire entendre leurs propositions auprès des partenaires techniques et financiers, des Etats et des négociateurs pour permettre de garantir un développement sobre en carbone et résilient face aux impacts des changements climatiques en Afrique.

Tous les pays de même que les organisations de la société

civile francophone de la COP 21 sont en train de peaufiner leur position dans cette négociation sur le climat. C'est dans ce cadre que l'OPED, avec l'appui de l'Ambassade de France au Togo et du Réseau Climat et Développement, a organisé cet atelier.

" A la fin de cet atelier, nous souhaiterions que la société civile togolaise soit imprégnée des grands enjeux, notamment ceux liés aux questions des droits humains, à l'égalité de genre, à la question de l'accès aux énergies renouvelables, à celle de l'adaptation aux changements climatiques, au financement du climat et à la sécurité alimentaire. Ce sont là des sujets très importants qui constituent de grands enjeux pour nous et que l'accord de Paris devrait veiller à protéger les pays les plus vulnérables comme les nôtres ", a souhaité Joseph Yaovi KOGBE, le Directeur exécutif de l'OPED.

Etaient présents à l'ouverture de l'atelier le Ministre André Johnson de l'Environnement et des ressources forestières qui a ouvert les travaux, le Chef de la délégation de l'Union Européenne au Togo, Nicolas Berlanga Martinez et un représentant de l'Ambassade de France au Togo. Ces différentes personnalités ont présenté les enjeux de la COP 21 avant d'exprimer leur soutien aux initiateurs de l'atelier.

Pendant ces deux jours, plusieurs communications ont meublé cette rencontre. Après des débats bien nourris, des recommandations sont sorties de cette assise.

Carole AGHEY

Le Secrétaire général Adjoint de la ZACOP, Agba Ezzo-Wédéo, n'est plus

L'ancien secrétaire général du ministère des finances et secrétaire exécutif adjoint de la Zone d'Alliance de Coprosperité (ZACOP) avec rang de ministre, Agba Ezzo-Wédéo Issac, a tiré sa révérence hier suite à une crise.

Il était rentré chez lui au village à Landa dans la préfecture de la Kozah pour visiter ses parents non pas pour leur dire adieu mais plutôt pour se ressourcer dans sa terre natale. Mais malheureusement, c'était un véritable adieu car c'est auprès de ses parents qu'il eu un malaise et a été transporté d'urgence à l'hôpital où il n'a pas pu être sauvé.

Il a rendu l'âme, laissant derrière lui sa famille. Or il y a de cela un an, jour pour jour, que son fils qui travaille à Diamon



Feu Agba Ezzo-Wédéo

Banque, s'en est allé. Hier, il l'a suivi, abandonnant ainsi sa veuve et ses enfants. Paix à son âme !

Qui est Agba Ezzo-Wédéo?

Agba Ezzo-Wédéo Isaac est né à Lomé en 1956. Il fait ses études primaires à Pagala et ses

études secondaires au collège Chaminade de Kara puis au Lycée de Sokodé où il obtient le baccalauréat B.

Titulaire d'une maîtrise de Droit privé de l'Université de Lomé, d'un doctorat en Droit économique de l'Université de Paris Dauphine, et du diplôme d'Etudes

spécialisées de l'Ecole nationale des douanes de Neuilly-sur-Seine, il fut chargé de cours et de travaux dirigés à l'Université de Lomé puis inspecteur principal des Douanes togolaises et dirigea les services douaniers de l'aéroport de Lomé.

Il a été nommé secrétaire

général du ministère des finances de 2000 à 2008, puis en 2009 Secrétaire exécutif adjoint avec rang de ministre de la Zone d'Alliance de Coprosperité (ZACOP) regroupant le Togo, le Bénin, le Ghana et le Nigéria.

L'homme a une passion pour l'écriture. En 1999, il publie son premier roman, " Si l'idée ne germe ", (Editions NEA-Togo), puis en 2005, " Germes étouffés " (Editions Graines de Pensées).

Le Togo vient de perdre un grand homme qui est non seulement un économiste mais également un grand romancier.

La Rédaction de Chronique de la Semaine présente ses condoléances à la famille éplorée.

La rédaction

Libre Opinion

Entre journalisme et crétinisme...

La différence entre les hommes et les animaux, c'est que les hommes ont écrit des textes qui régissent leur vie en commun et ils font approuver ces textes par la majorité des habitants de la cité, à travers des consultations électorales...

La majorité c'est 50 % + 1... La majorité est nécessaire et indispensable parce que les hommes ne sont jamais d'accord à 100 % sur aucun sujet donné... Même les moutons ne regardent pas tous dans la même direction, ai-je l'habitude de dire, et on ne peut pas demander aux hommes de faire ce que même les moutons ne font pas ! Ces textes communs à la cité ont pour noms :

- Constitution
- Code pénal
- Code de la presse
- Code de la route
- Code de la nationalité
- Code du Travail
- Code des personnes et de la famille
- Convention Collective Interprofessionnelle
- Code de procédure civile, etc.

La vie des hommes est donc balisée par un important dispositif permettant en principe aux habitants de la cité de vivre en harmonie avec eux-mêmes et avec les autres, **et les hommes ont l'obligation de connaître ces textes, au moins ce qui les concerne directement dans leur profession...**

Avant la naissance de l'écriture, les hommes (tout comme les animaux d'ailleurs) ont établi des règles de vie commune qu'ils se transmettent de générations en générations, depuis la nuit des temps... Mettez quelques jours ou quelques heures à observer attentivement les termites en train de construire une termitière (qui peut atteindre plusieurs mètres de hauteur) ou les fourmis

rouges qui vont ou reviennent d'un champ de bataille et vous comprendrez que même dans le règne animal, les règles de vie sont strictes...

La vie des hommes et des animaux n'est donc pas une pagaille organisée, mais un ballet bien organisé et bien huilé, et seuls les crétins ne respectent pas les contingences de cette vie en commun...

Il n'y a pas de sot métier mais le journalisme fait partie de ces métiers nobles et respectables qui forcent le respect des hommes, parce qu'il informe, forme, dénonce les abus, les vols, les crimes, les injustices, les viols, les malversations, les entraves à la liberté et dans un souci de vérité, le journalisme d'investigation mène des enquêtes pointues pour faire connaître aux habitants de la cité, certains faits graves et répréhensibles, certaines malversations financières et économiques... Et, cerise sur le gâteau, en cas de guerres et de conflits, de calamités naturelles, etc., certains journalistes courageux, au péril de leur vie, nous font directement vivre les horreurs des guerres et des calamités naturelles...

En Afrique, il y a de très bons, d'honnêtes et de sérieux journalistes, mais malheureusement, beaucoup trop de piteux malhonnêtes et criminels journalistes, des journalistes qui font et écrivent n'importe quoi, pourvu que leur torchon leur permette de gagner malhonnêtement leur minable vie...

L'exemple le plus dramatique et le plus édifiant nous est venu du Rwanda, où les journalistes de la Radio des Mille Collines ont réussi l'exploit macabre de provoquer la mort de deux millions de personnes (un million de Tutsi tués dans l'horreur et un autre million de Hutu tués par les Tutsi, les serpents, la faim, la maladie, quand ils se sont enfuis, sous la menace du FPR de Kagamé et

ses combattants) !

Au Togo, plusieurs de nos concitoyens ont confondu journalisme et crétinisme, et sans aucune formation journalistique, se sont lancés dans les calomnies, les dénigrement, les mensonges les plus grossiers, les difamations, les atteintes à la liberté individuelle et à la vie privée, et la liste est tellement longue de ces crétins qui se disent journalistes que nous ne vous citerons que quelques exemples édifiants...

Le journal LIBERTÉ, animé par de vrais crétins, vous invite à visiter certaines de ses livraisons : à la Une de ce journal, on découvre les photos de 4 officiers supérieurs et de trois autres cadres de l'administration togolaise, que le directeur de publication livre en pâture à ses lecteurs, accusés d'être ni plus ni moins les commanditaires et les pyromanes des incendies des marchés de Lomé et de Kara, et sans aucune preuve apportée ! C'est comme si un journaliste béninois ou malien plaque à leur UNE, les photos de prétendus commanditaires des incendies des marchés de Dantokpa et de Bamako, sans preuves et sans que la justice officielle condamne les coupables ! Les mêmes crétins écrivent que le Président de la République, Faure Gnassingbé, a téléphoné à un détenu de cette affaire, un certain LOUM, dans sa cellule de la gendarmerie ! Les mêmes tocards plaquent une prétendue lettre de ce même LOUM à leur UNE et écrivent, noir sur blanc, qu'ils ont "arrangé" la lettre pour être compréhensible à leurs lecteurs ! Et le Directeur de publication de ce sale torchon affirme, une autre fois, que le Ministre de la justice, Garde des sceaux, a fait irruption dans la salle d'interrogatoire de la police, où il était interrogé pour une autre affaire, alors que le ministre était à l'Assemblée nationale !



Dr David IHOU

Le journaliste qui anime le journal en ligne LYNX INFO, lui, a trouvé un candidat à ses rêves de crétinisme, en la personne du Président ivoirien ALASSANE OUATTARA, qu'il a vilipendé et traîné dans la boue pendant des années... Mais le Président ivoirien vient d'être réélu, au premier tour, à la présidentielle d'octobre dernier, à près de 84 % des suffrages exprimés, et notre crétin de journaliste a pris sa honte à deux mains, entre ses jambes, pour se balader sur son site nauséabond ! Les Ivoiriens lui ont démontré qu'il est l'un des plus gros crétins des journalistes en ligne de ce monde et se demandent pourquoi ce fichu togolais ne se contente pas de critiquer les politiciens mangeurs de gari de son Togo natal, et s'en prend plutôt aux mangeurs d'atchéké ivoirien !

D'autres journaux de Lomé vous donnent la nausée en les parcourant ! Un de ces crétins a écrit récemment que le Ministre togolais des Finances et de l'Economie a " gbassé " le Président togolais, et a montré même des statuette de fétiches du village de Défalé, village natal du ministre, qui seraient le pouvoir du ministre, lui permettant d'ensorceler le Président pour le maintenir au poste et faire n'importe quoi à son ministère ! Une autre fois, c'est le journal qui

montre le soi-disant " Palais " de l'ex-Premier Ministre HOUNGO, alors que celui-ci a été pendant des années, Directeur pour l'Afrique du PNUD, avant d'être Premier ministre du Togo pendant 3 ans, et peut se " taper " cette demeure dans son village natal, demeure au demeurant plus luxueuse que la maison familiale du crétin journaliste ! Une autre fois, c'est la demeure de l'ex-Premier ministre Ahoomey-ZUNU qui provoque la colère mêlée de jalousie du journaliste crétin : celui-ci va jusqu'à violer l'intimité de l'ancienne maison où vivaient le Premier Ministre et sa femme, et montré même les photos de l'intérieur du domicile de Mr AHOUMEY-ZUNU ! Qui peut contester que ce journaliste ne soit pas un crétin fini ?

Un autre journaliste publie qu'une personnalité de la place a piqué la copine de notre international Sheyi ADEBAYO ! Comme si c'est un scoop, dans un pays où les hommes et les femmes changent de partenaires comme de chemises, et où la polygamie est autorisée légalement ! Que la personnalité pique la copine du journaliste, de son père ou d'Adébayo, " où est son mal là-dedans ", comme dirait quelqu'un et en quoi cela intéresse-t-il le citoyen lambda ?... Plus récemment, ce sont trois journalistes qui sont inculpés par la justice togolaise, pour avoir écrit dans leurs torchons frelatés, que les ministres des Finances et de l'Economie et son collègue des infrastructures ont détourné des milliards de FCFA sur les fonds alloués pour la réfection d'une route ! Le minimum que la justice leur a demandé, c'est qu'ils apportent des éléments de preuves de leurs graves accusations qui ont déclenché la plainte en justice des deux ministres incriminés !...

Si je devais étaler ici toutes les imbécillités qu'on trouve dans les pages de certains journaux togolais, on va passer des jours entiers, c'est pourquoi je préfère m'arrêter ici, pour le moment...

Dr David IHOU,
Consultant en Géopolitique
et Stratégie Sécuritaire

Les lauréats seront récompensés le 18 décembre prochain

La grande soirée de remise des trophées aux lauréats de "All Music Awards" aura lieu le 18 décembre prochain au Palais des Congrès de Lomé, ont annoncé les organisateurs le 12 novembre dernier lors d'une conférence de presse à Lomé.

"All Music Awards" est un événement de récompenses de la musique togolaise diffusée au Togo durant l'année, principalement sur Radio Zéphyr mais aussi sur d'autres médias, (télévision, radio) ainsi que dans les discothèques, bars et maquis, sites web, réseaux sociaux et les cérémonies officielles et sociales. Créations, albums, chansons, concerts, artistes, mécènes sont ainsi honorés. Honneur partagé par toute la filière musicale qui pourra utiliser cette plateforme promotionnelle pour le développement de carrières.

"All Music Awards", unique en son genre, a marqué le monde de la musique au Togo depuis 2003. Toutefois, eu égard aux différentes mutations que la musique togolaise a connues depuis quelques années, l'événement a aussi connu plusieurs changements afin de s'adapter aux réalités du terrain. Cette mutation a été couronnée de succès puisque depuis 2012, l'engouement de la population du Togo et du monde musical a redoublé.

Radio Zéphyr, l'une des radios populaires du pays, est l'initiatrice de cet événement qui récompense depuis 2003 les artistes togolais.

Au total seize catégories de prix ont été prévues cette année par les organisateurs, à savoir : meilleur artiste masculin, meilleure artiste féminin, meilleur artiste Gospel, meilleur artiste d'inspira-

tion traditionnelle, meilleur vidéo clip, meilleur groupe ou artiste musique urbaine, meilleur groupe ou artiste hip hop, meilleur featuring, meilleur artiste ou groupe de la diaspora, le tube de l'année, révélation de l'année, artiste découverte de l'année, meilleur groupe danse hip hop, meilleur beat maker, meilleur réalisateur et artiste messenger.

" Cette année, nous avons ajouté à nos catégories traditionnelles, trois autres catégories. C'est un événement qui permet de rassembler tous les artistes, qui ont été connus à travers leurs spectacles au cours de l'année ", a souligné Patrick Blandé, directeur de Radio Zéphyr et président du comité d'organisation dudit événement.

" A travers +All Music Awards+, nous voulons donner un engouement à ceux-là qui veulent vrai-

ment percer dans ce domaine ", a-t-il précisé.

Une académie sera mise en place et aura pour mission de nommer les artistes et les productions dans les différentes catégories. Un jury prendra le relais pour désigner les lauréats dans chaque catégorie. Un vote populaire sera réalisé pour la seule catégorie " Tube de l'année ".

Il est prévu un show de présélection pour les catégories Révélation et meilleur groupe danse hip hop, le 05 décembre 2015 sur l'esplanade de la Foire Togo 2000 avant la grande soirée proprement dite le 18 décembre.

Notons que des prix spéciaux seront attribués aux vieilles gloires des musiques togolaises, et à d'autres acteurs et promoteurs qui font la fierté et l'honneur de notre musique.

Carole AGHEY

PORT DE BADGE OBLIGATOIRE AUX BUREAUX DES DOUANES A PARTIR DU

1ER JANVIER 2016

POUR TOUTE INFORMATION VEUILLEZ CONTACTER
LE CENTRE D'APPEL DE L'OTR AU **8201**



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

LES NUMEROS VERT DE L'OTR

POUR SIGNALER
TOUT FAIT SUSPECT
VEUILLEZ COMPOSER

N° VERT

8280

Anticorruption

POUR TOUT RENSEIGNEMENT
INFORMATION OU CONSEIL
VEUILLEZ COMPOSER LE

N° VERT

8201

Renseignements



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg